

GRAND PARIS : JE TE TIENS, TU ME TIENS...

Sdrif, Syndicat mixte de Paris métropole, « grand pari de l'agglomération parisienne », secrétariat au développement de la Région capitale... en quelques mois, les ambitions pour la métropole francilienne se sont accélérées. Des initiatives locales ou nationales souvent concurrentes, qui peinent à s'harmoniser.

L'ensemble des pouvoirs publics, Etat, collectivités locales, experts en tout genre, se sont penchés ces derniers mois sur le berceau de l'Ile-de-France. Un ensemble d'initiatives, de réflexions et de projets d'aménagement de grande envergure, qui s'entrechoquent plus qu'ils ne coïncident.

Les 24 et 25 septembre derniers, le Conseil régional a ouvert le bal, en adoptant le projet définitif de Sdrif (Schéma d'aménagement de la Région Ile-de-France) au terme de quatre années de travail. Pour autant – et ce serait une première –, la Région n'a aujourd'hui aucune certitude sur l'adoption du document d'urbanisme par le Conseil d'Etat. Le gouvernement n'est officiellement pas convaincu par la copie : avec un « manque d'ambition » pour la première région française ; un taux de croissance à 2 % alors que le gouvernement opte pour 4 % ; pas suffisamment d'infrastructures autoroutières, un mauvais sort fait au quartier d'affaires de La Défense... Le tout, alors que la commission d'en-

quête publique avait remis, en juin 2008, un avis favorable unanime. Le patron de la Région se dit, lui, dans son bon droit. Si le gouvernement bloquait le dossier, il déposera un recours et dépêchera une armada de juristes. « On se calme, on boit frais et on avance », s'énervait Jean-Paul Huchon à la rentrée.

Les hommes de la métropole

Le jeu de rôles est plus complexe qu'il n'y paraît. En effet, entre l'Etat et le Conseil régional, les tensions se sont trouvées exacerbées par l'arrivée d'un homme : Christian Blanc, secrétaire d'Etat chargé du développement de la Région capitale, nommé dans la foulée des municipales de mars 2008. Bien sûr, la création de ce ministère à l'ancienne (on pense au secrétaire d'Etat aux grands travaux sous François Mitterrand en 1988) fait grincer des dents localement. D'aucuns craignent « une reprise en main de l'Etat » et un Nicolas Sarkozy omniprésent.

Avant l'ère Christian Blanc, les relations entre le

Premier ministre François Fillon et Jean-Paul Huchon semblaient relativement constructives. Aujourd'hui, aucun doute : le président du Conseil régional préfère travailler avec le ministre de tutelle, Jean-Louis Borloo, qu'avec son secrétaire d'Etat, pourtant ex-proche de Michel Rocard. Très remonté, Jean-Paul Huchon avait lancé lors du vote du schéma d'aménagement qu'il n'avait « jamais vu quelqu'un d'aussi méprisant et fermé que Christian Blanc ».

Difficile de dire pour le moment quel sort sera réservé au Sdrif, tant les relations sont placées sous le régime de la douche écossaise. En juin dernier, l'hôte de Matignon n'a pas été tendre avec le document. Avant même l'avis de la commission d'enquête, le Premier ministre avait adressé au président de Région un courrier, dans lequel il déplorait « une vision d'une région urbaine en recul, en repli ». Sans détour, il indiquait alors que « le gouvernement n'envisageait pas d'approuver le document dans sa version actuelle ». Puis, semblait-il, changement de ton,

le 4 novembre dernier. Le Premier ministre recevait enfin le président du Conseil régional à Matignon, après plusieurs mois de silence. En sortant, l' élu régional qualifiait la réunion d' « utile et constructive », au cours de laquelle François Fillon aurait assuré « possible la poursuite de la procédure d'approbation du Sdrif, en cohérence avec les débats sur le Grenelle 2 » (déclinaison pratique des mesures votées dans le Grenelle 1 sur les transports en commun). Pour Jean-Paul Huchon, la cause était alors entendue: l'Etat s'était « fortement rapproché » du point de vue de la Région. Le Premier ministre aurait en outre reconnu que les 2 % de croissance affichés dans le Sdrif « ne seraient pas si mal ». Le 4 novembre également, le nouveau préfet d'Ile-de-France, Daniel Canepa, un proche de Nicolas Sarkozy, avait estimé qu'il y a avant tout « une non synchronisation des réflexions » entre Christian Blanc et la Région, « des différences temporelles ». Mais pour le préfet, les deux approches sont en tout état de cause « conciliables ». C'était sans compter sur le secrétaire d'Etat de la Région capitale, qui a assuré lors de la présentation, le 6 novembre d'un de ses projets phare sur le plateau de Saclay, que le document d'urbanisme ne convenait « pas totalement » et qu'il lui faudrait « une ambition beaucoup plus forte ». Christian Blanc, qui assure n'avoir « aucune arrière-pensée politique » ni de « volonté offensive », semble très sûr de lui: « on se retrouvera, on travaillera à un Sdrif qui sera le meilleur possible (...). Janvier 2009 sera un instant de vérité. Mes propositions sur le Grand Paris seront fortes! ».

Grand Paris: l'Etat stratège

Et c'est là l'autre point de crispation entre l'Etat et le local: « le Grand Paris ». Ce projet, piloté au départ par les collectivités, au premier rang desquelles la ville de Paris et les élus de la Conférence métropolitaine, a vu débarquer à Roissy, en juin 2007, le chef de l'Etat qui a appelé de ses vœux la création d'une communauté urbaine. Branle-bas de combat avant les municipales de 2008: les élus UMP, qui, au mieux, boudaient l'idée d'une intercommunalité, s'y sont collé illico. Jean-Paul Huchon, lui aussi, traînait des pieds (avec la crainte d'un Grand Paris qui vide la région de sa substance). Il n'a eu d'autre choix que de raccrocher les wagons. Officiellement, Paris et la Région sont dorénavant sur une ligne commune, mais en coulisse les divergences (et jeux de pouvoir) se font jour. Par presse inter-→

TROIS QUESTIONS à... Djamel Klouche (AUC)

Comment travailler dans le cadre de la consultation lancée par la Dapa?

Nous n'avons pas la prétention de décrire totalement la métropole de l'après-Kyoto. Nous nous posons plusieurs questions, l'idée étant de travailler sur des situations comme celle du provisoire, de la crise, de l'anonymat. Dans le cadre de notre note méthodologique, nous avons annoncé que Tokyo nous intéressait. C'est une ville extrêmement bien maillée, une ville composite et hybride. Une sorte de chaos urbain, avec une juxtaposition d'échelles, qui recèle des impuretés, des irrégularités. Un exemple très éloigné de Paris intra muros, mais lorsque que l'on sort du cœur, on traverse alors des grands ensembles, des zones pavillonnaires, des territoires coupés... Nous avons en parallèle mené une approche historique partant des années 1800, déclinant les grands événements en fonction de plusieurs problématiques.

Qu'apprend-on du passé?

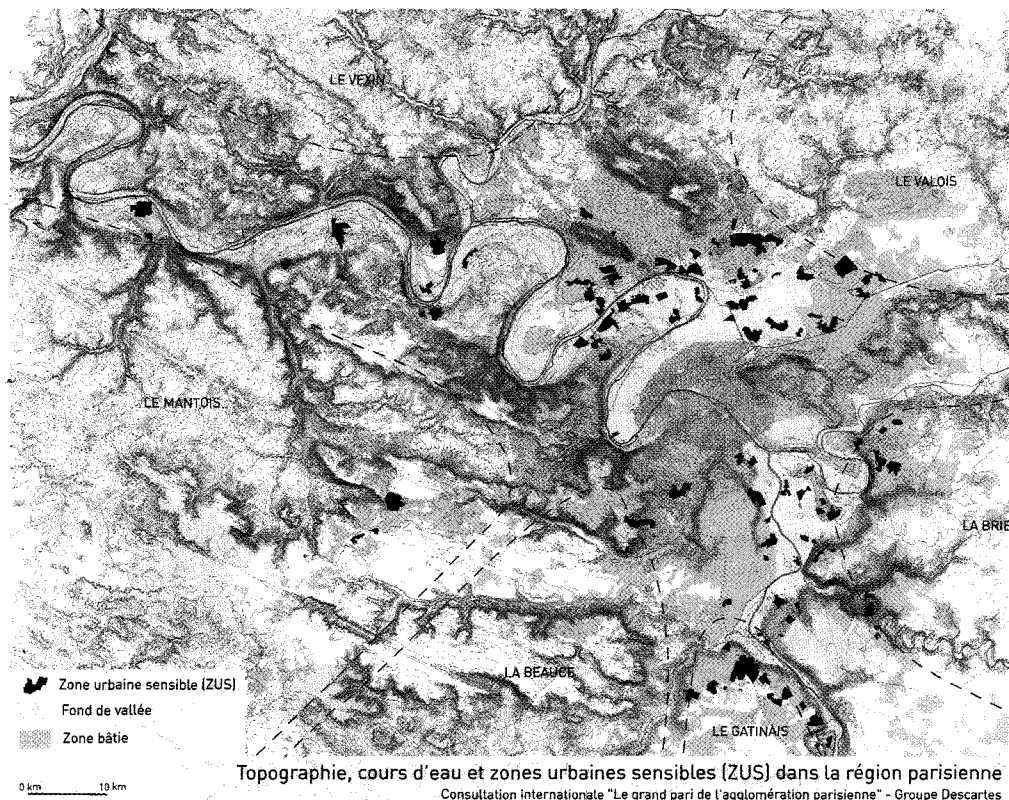
On se rend compte qu'il y avait énormément de solidarités entre Paris et le département de la Seine. La réforme de 1964 y a mis un terme. La question que nous posons, c'est: retrouver cette cohésion. Il y a en outre des questionnements survivant à travers l'histoire, celle de l'habitat par exemple et de « ma petite maison », celle de l'hygiénisme et du développement durable aujourd'hui, qui pose la même question de manière différente.

Quelles sont vos premières conclusions?

Plusieurs thématiques sont centrales, avec, bien sûr, celle de la mobilité et celle de l'habitat. L'enjeu, c'est par ailleurs de créer l'appartenance à la métropole sans abandonner l'ancrage local. Le territoire, d'accord, mais pas uniquement. Il y a une question de culture plus encore que d'identité.

Propos recueillis par CR

Le groupe Descartes met en relation les Zus, la topographie et les fleuves.



Yves Lion, les grands paysages et les territoires « oubliés »

L'approche développée par le groupe Descartes est celle des « très grands paysages ». En ligne de mire notamment le changement climatique, sur lequel Météo France est également mobilisé. L'une des propositions est celle du développement d'une nouvelle forêt en Ile-de-France. La Seine est aussi « un champ d'investigation formidable », décrit Yves Lion. « Quand on voit à quoi elle ressemble, il y a de quoi se poser des questions... », notamment à la confluence de la Seine et la Marne. Un lieu « qui autorise », pour l'architecte, « la densité », alors qu'il y aurait « une sous-utilisation d'un espace exceptionnel ». Mais également à la confluence entre le canal Saint-Denis et la Seine, ou encore l'Ile Seguin, lieux de « catastrophes intellectuelles ». Ainsi, Yves Lion s'intéresse aux territoires qui « ne sont pas réputés constructibles ». Des territoires « bafoués », « oubliés ». Et d'estimer que « du foncier, il y en a plein, la plupart du temps très peu visible, sauf pour les promoteurs qui veulent faire du business ».

Le groupe Descartes travaille en outre sur « le sentiment de la nature », pas seulement pour « la protéger » mais aussi pour l'aimer au point de « l'utiliser pour vivre ».

→ posée, notamment via les deux chevilles ouvrières du Sdrif (Mireille Ferri, vice-présidente à l'aménagement et à l'urbanisme), et de Paris métropole (Pierre Mansat, adjoint au maire de Paris). Pour reprendre l'un des derniers duels à distance, Mireille Ferri, dans le *JDD* du 26 octobre, indique qu'elle a « le sentiment que Christian Blanc veut instrumentaliser la Conférence métropolitaine (...) » et juge par ailleurs que « le maire de Paris n'a aucune raison d'être en conflit avec l'Etat sur cette question », Christian Blanc ayant « décidé de s'en prendre au Sdrif, pas à la Conférence métropolitaine ».

Réponse du berger à la bergère: sur son blog Paris métropole (www.pierremansat.com), l'adjoint au maire de Paris s'étonne de « l'interview étrange » de l'élue régionale qui fait de Bertrand Delanoë « un allié objectif » de Christian Blanc, et « qui attribue à Paris des projets qui ne sont pas les siens (...) ». Ambiance...

Somme toute, l'implication du chef de l'Etat a permis d'accélérer le processus d'organisation de l'agglomération. Après plusieurs années de préparation du terrain de la part de Pierre Mansat, les élus locaux ont adopté, le 5 novembre, les statuts du futur Syndicat mixte de Paris métropole qui regroupe potentiellement quelque 120 communes. « Aujourd'hui, nous avons trouvé la formule » mais « le défi est maintenant devant nous », a ainsi déclaré l'adjoint de Bertrand Delanoë. La nouvelle structure de coopération devrait voir officiellement le jour « fin janvier 2009 ».

Un vote qui viendra en outre conclure une année de surenchère de rapports en tout genre (« Le Grand Paris: un vrai projet pour un enjeu central », du sénateur UMP Philippe Dallier, avril 2008; « Dix mesures pour la métropole Paris

Ile-de-France » du conseiller régional PS Jean-Paul Planchou, avril 2008), et un foisonnement d'ouvrages d'experts (« Le Grand Paris », de Jean-Marc Offner, mars 2007; « Paris métropole - formes et échelles du Grand Paris » de Philippe Panerai, juillet 2008...).

Contre-pouvoir?

Bien sûr, qui dit coopération ne dit pas unanimité sur l'ensemble des sujets. Paris métropole regroupera bel et bien des communes de sensibilités politiques différentes, et déjà son objet fait débat. Si le Syndicat mixte de Paris métropole devenait un lieu de contre-pouvoir, « ce sera sans moi... ». Telle a été la sérieuse mise au point du maire UMP de Vanves, Bernard Gauducheau, en réponse à la position de Mireille Ferri, lors de l'annonce de la validation du Syndicat mixte. Car, interrogée sur la participation éventuelle de cette instance aux réflexions sur l'évolution de l'organisation territoriale, la vice-présidente du conseil régional a indiqué qu'elle n'y voyait pas d'inconvénient. Plus encore, l'élue Verts a prévenu: « il y a une chose sur laquelle nous ne reviendrons pas, c'est la décentralisation! ». Et si l'Etat s'aventurait à vouloir « reprendre la main », alors ce pourra être « un lieu de contre-pouvoir ».

La structure pourrait en revanche jouer collectif en réponse à un éventuel projet de loi sur l'Ile-de-France. Plus largement, elle serait « l'interlocuteur unique » de l'ensemble des acteurs (entreprises, syndicats...), insiste Pierre Mansat. Et comme si cela ne suffisait pas, les architectes sont eux aussi mobilisés sur le Grand Paris. Les dix équipes¹ qui participent à la consultation du ministère de la Culture et de la communication intitulée « grand pari de l'agglomération pari-

sienne », étaient réunies à la Cité des sciences et de l'industrie le 24 octobre pour rencontrer les élus locaux. « J'attendais peut-être avec une certaine réserve une effervescence intellectuelle », a estimé Pierre Mansat. Une réserve qui est, selon l'adjoint au maire chargé de Paris métropole, « levée » grâce notamment à des « échanges de points de vue très différents ». « Cela nous permet d'affiner la vision et de prolonger » le Sdrif, a expliqué Mireille Ferri. « Des convergences fortes » émaneraient des différents travaux, telles la densité et la remise en cause du système radioconcentrique, souligne le ministère.

Le grand pari des architectes: rêve ou réalité?

Les dix équipes françaises et étrangères - des stars mais également des inconnus du grand public - ont été chargées le 5 juin dernier de mettre en place une réflexion théorique sur « la métropole durable du XXI^e siècle » mais aussi, de manière plus concrète, de « formuler un diagnostic prospectif pour l'agglomération parisienne ». Nicolas Sarkozy avait alors averti qu'il n'attendait pas une « ville virtuelle » mais des propositions qui devront être opérationnelles, un « projet fort, original, réaliste ». Des membres du gouvernement évoquaient même « inventer un art de vivre dans le Grand Paris », et « créer une réalité nouvelle à partir d'un rêve collectif ».

Dans leurs premiers travaux, ils sont nombreux à partir du constat d'une métropole « compacte et encerclée », tel le groupement hollandais MVRDV, et à s'appuyer sur un projet d'agglomération multipolaire. Ainsi, le Britannique Richard Rogers défend une région « compacte » et « multicentrique », comme Roland Castro, qui plaide pour une vision « polycentrique ». Mais le promo-

teur de Banlieue 89 a déjà un périmètre en tête. Pour lui, le Grand Paris correspond à un territoire de 30 km sur 30 km, alors que Paris s'étend sur une surface de 10 km sur 10 km.

L'architecte Antoine Grumbach voit plus loin et défend, depuis plusieurs années déjà, un projet « Paris-Rouen-le Havre », qui correspond, selon lui, à l'échelle des grandes métropoles européennes. Le Grand Paris se construirait ainsi le long de la Seine jusqu'à la mer.

Le groupement LIN propose, de son côté, une « métropole douce » qui fonderait une « nouvelle relation » entre « densités urbaines et densités paysagées ». Une exposition des dix projets sera organisée au printemps 2009 à la Cité de l'architecture et du patrimoine à Paris.

L'avenir de l'Île-de-France et de son agglomération pourrait aussi se jouer ailleurs, à l'heure où plusieurs élus et personnalités travaillent à « la réforme des collectivités locales » au sein de la commission Balladur. Le projet de loi « Grenelle 2 », qui doit passer en conseil des ministres à la mi-décembre, pour une discussion au Parlement début 2009, porterait également en lui des réponses aux grands projets d'aménagement franciliens.

Caroline Rigaud

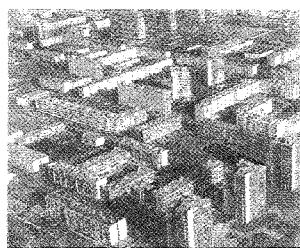
1. Finn Geipel et Giulia Andì, architectes-urbanistes - France/Allemagne - LIN; Joseph Rykwert, historien de l'architecture et de l'urbanisme - Pologne; Peter Hall, professeur en urbanisme, University College London - Royaume Uni; Paul Chemetov, architecte-urbaniste - France; Christian de Portzamparc, architecte-urbaniste - France; Mike Davis, architecte - Royaume-Uni (équipe Rogers Stirk Harbour + Partner); Jean Nouvel, architecte-urbaniste - France (équipe AJN, Duthilleul, Cantal-Dupart); Roland Castro, architecte-urbaniste - France; Antoine Grumbach, architecte-urbaniste - France; Yves Lion, architecte-urbaniste - France; Djamel Klouche, architecte-urbaniste - France (équipe AUC); Winy Maas, architecte-urbaniste, paysagiste - Pays Bas - (équipe MVRDV); et Bernardo Secchi et Paola Vigano, architectes - (équipe Studio 08). En ligne sur <http://legrandparis.culture.gouv.fr>.

Un Sdrif ajusté

Sur le fond, plusieurs des demandes de l'Etat et du monde économique (CCI notamment) ont été entendues dans le nouveau projet de Sdrif adopté en septembre. Ainsi la question de l'accessibilité nationale et internationale a été « soulignée », tout comme la place de La Défense (qui retrouve un peu de prestige). « Nous avons progressé sur la lisibilité de nos pôles de développement », estime Mireille Ferri, comme la zone sud-est de Seine Amont ou Le Bourget-Plaine de France. La Région pense avoir également trouvé un « compromis » sur les projets routiers et autoroutiers.

Autre point de divergence: les surfaces ouvertes à l'urbanisation. Si le Conseil régional considère qu'il y a suffisamment de surfaces supplémentaires grâce à la densification, il a accepté d'en ouvrir 15 à 20 % en plus.

En substance, le Sdrif prévoit la construction de 60 000 unités par an, des transports tels la rocade de métro Arc express, la création de quatre corridors boisés et de sept corridors agricoles, et, en matière économique, la création de 700 000 emplois d'ici à 2030.



Massy-Antony



1958 inauguration du CNIT

1954 grand ensemble de Massy-Antony



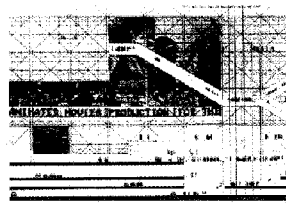
1967 concours des Halles



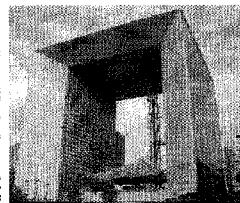
1968 dalle de la Défense



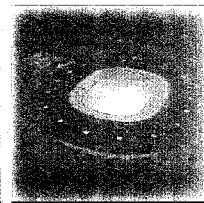
bd périphérique



1977 Centre Pompidou



1989 l'Arche de la Défense



1998 stade de France

1964 cité des 4000

1969 transfert
des halles à
Rungis

1973 bd périphérique

1975 la Défense

1977 centre Pompidou

1979 forum des Halles

1986 destruction d'une
barre à la cité des 4000

1989 arche de la défense

1998 stade de France